



École Normale Supérieure

**CERES-ERTI** Centre d'Enseignement et de Recherches sur  
l'Environnement et la Société Environmental Research  
and Teaching Institute

*ATELIER LES VALEURS DE L'ENVIRONNEMENT : ENTRE  
ÉTHIQUE ET ÉCONOMIE*

2ème semestre – Année 2012-2013

La gestion de la forêt de Mikea à Madagascar :  
comment concilier valeurs sociales,  
environnementales et économiques ?

Justine Renard, Pauline Henriot,  
Laure Schneider-Maunoury

24 rue Lhomond 75005 Paris

[www.environnement.ens.fr](http://www.environnement.ens.fr)

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>La forêt : à la croisée des valeurs.....</b>	<b>5</b>
Des usages qui tendent à protéger la forêt : environnement et société.....	6
1.La forêt de Mikea : intérêt scientifique et valeur d'existence de la biodiversité.....	6
2.Le rôle central des arbres pour le peuple Mikea : la valeur sociale de la forêt.....	6
Une valeur économique croissante : les usages qui menacent la forêt.....	7
1.La forêt et l'agriculture, principales sources de revenus des Mikeas.....	7
2.Le commerce et le tourisme : des menaces croissantes.....	7
<b>Des valeurs inconciliables, mais interdépendantes.....</b>	<b>8</b>
A.Des valeurs qui tendent naturellement à entrer en conflit.....	8
B.Mais une conciliation qui reste nécessaire.....	9
Economie, environnement, société : des valeurs interdépendantes.....	10
<b>De la réflexion éthique à la mise en place de mesures de lutte     contre la déforestation à Madagascar : risques, désaccords et     consensus.....</b>	<b>11</b>
A.Difficultés passées et actuelles : échecs des politiques de lutte contre la déforestation.....	12
Mise en place d'actions collectives.....	12
Recherche d'alternatives durables par de nouvelles valorisations économiques du territoire : stimulation du développement durable.....	13
Actions parallèles : limitation des effets néfastes de la déforestation et restauration du patrimoine forestier.....	14
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>16</b>

## INTRODUCTION

La lutte contre la déforestation et la gestion durable des forêts sont actuellement des enjeux mondiaux majeurs. Les chiffres actuels sont en effet alarmants : en tenant compte de la reforestation, on estime que 80 000 km<sup>2</sup> sur 40 millions de km<sup>2</sup> de surface forestière disparaissent par an dans le monde, soit la surface de l'Autriche (rapport de la FAO). Ces tendances inquiètent les experts, non sans raison. La forêt est en effet le milieu terrestre abritant et nourrissant le plus d'êtres vivants. Sa disparition est à l'origine de la perturbation des équilibres inter-espèces, voire mène à l'extinction de celles-ci. De plus, le recul des surfaces forestières accentue certaines catastrophes naturelles : les forêts tropicales interceptent en effet 50% de l'eau pluviale grâce à la forte densité racinaire. Leur disparition renforce de ce fait les glissements de terrains et les coulées de boue. Enfin, la déforestation a un effet sur le réchauffement climatique considérable car elle diminue le stockage du carbone et est à l'origine du dégagement de 1,1 giga tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

Face à ces conséquences, la forêt s'ancre désormais dans un cadre général de discussion et dans des négociations sur la biodiversité ou encore sur le réchauffement climatique afin de prendre des mesures de gestion durable des forêts relativement efficaces. Une enquête exhaustive de la FAO (*Évaluation des ressources forestières mondiales 2010*), révèle ainsi un recul de la déforestation entre 2000 et 2010. Mais les taux de perte de forêt dans certaines forêts du monde demeurent «alarmants», et ce, en particulier dans des pays en voie de développement. Le cas particulier de Madagascar est très préoccupant. Le pays perdrait en effet 300 000 hectares de forêt naturelle par an, provoquant une véritable érosion de la biodiversité (75% des espèces végétales originelles dont certaines de grande valeur économique ou utilisées comme plantes médicinales disparaissent en raison de la déforestation). Et pour cause : les mesures ne sont pas faciles à prendre dans un pays où le bois représente encore 82% de l'énergie consommée. Mais un autre phénomène intensifie la déforestation dans le sud-ouest de l'île : la culture de maïs sur défriche-brûlis, encore nommée *hatsake*. Cette pratique est la principale menace pesant sur la forêt des Mikeas, massif forestier de 1500 km<sup>2</sup>. Pourtant, ce lieu est particulièrement respecté par les populations locales, voire vénéré par celles-ci. Mais la destruction l'emporte en raison de la pression démographique accrue et de la promotion commerciale du maïs.

La gestion des forêts soulève donc de nombreuses questions d'ordre éthique et économique : *Quelle(s) valeur(s) accorde-t-on à la forêt ? Certaines valeurs ont-elles plus de poids que d'autres ? Comment sensibiliser les populations locales à ces valeurs ? Peut-on mettre en place des projets de gestion durable des forêts s'appuyant sur des valeurs éthiques*

*et sociales en parallèle à leur intérêt économique ?* Nous tenterons de répondre à ces questions, en nous appuyant sur le cas particulier de la forêt de Mikea.

## La forêt : à la croisée des valeurs

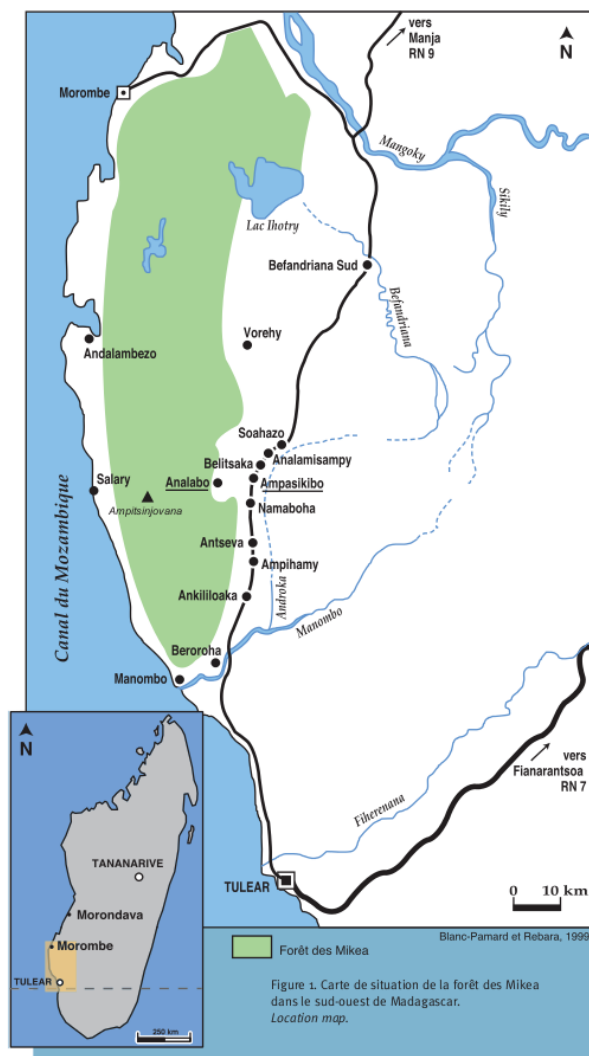


Figure 1 : carte de la région de la forêt de Mikea. Blanc-Pamard et Rebara, 1999.

La forêt de Mikea (ou forêt des Mikeas) est un massif de 1500 km<sup>2</sup> situé au Sud-Ouest de l'île de Madagascar. Elle est délimitée au Sud par le fleuve Manombo et au Nord par le fleuve Mangoky, et s'étend vers l'intérieur de l'île sur une trentaine de kilomètres, limités par la route nationale 9 (RN9).

Cette région est caractérisée par un climat très sec, tropical, et relativement aléatoire, avec des précipitations variant entre 100 et 1300 mm par an, majoritairement entre décembre et mars. La végétation correspondante est une forêt semi-aride qui constitue l'un des écosystèmes les plus riches du monde, connu pour son niveau d'endémisme élevé.

Les habitants de cette région se répartissent eux-mêmes en trois « groupes » plus ou moins distincts. Les *Vezos*, habitants les plus proches de la côte, vivent essentiellement de la pêche et de l'échange des produits de la mer contre des produits agricoles. À l'Est de la forêt de Mikea vivent les *Masikorso*, peuples de fermiers et d'éleveurs. Enfin, entre la côte et la savane vivent les *Mikeas*, pour qui la forêt est la principale ressource : ils vivent en effet essentiellement de la chasse et de la cueillette. La forêt a de plus une place très importante dans les croyances des Mikea, ainsi que comme ressource pour la construction.

La forêt joue ici un rôle central à différents niveaux : elle est en effet à la fois une ressource pour les populations locales, une source de biodiversité incroyable, et la cible de nombreux projets de développement économique. Les différentes valeurs que peut avoir la forêt, selon le point de vue depuis lequel on la considère, sont de différents types et ne s'accordent pas toujours : il est nécessaire de connaître les rôles et les usages de la forêt et la façon dont ils s'articulent, afin de pouvoir proposer une gestion durable qui tienne compte des intérêts de tous.

## Des usages qui tendent à protéger la forêt : environnement et société

### **1. La forêt de Mikea : intérêt scientifique et valeur d'existence de la biodiversité**

La forêt semi-aride de Mikea est une zone d'une richesse animale et végétale exceptionnelle : elle compte un très grand nombre d'espèces d'oiseaux, de reptiles, de mammifères et de plantes. Son importance biologique est très grande du fait du fort taux d'endémisme des espèces présentes : par exemple, près de 40 espèces d'oiseaux sur les 98 espèces répertoriées en 1999 dans la forêt de Mikea sont endémiques de Madagascar, et deux de ces espèces ne se trouvent que dans cette forêt [ZICOMA, 1999, d'après Seddon *et al.*]. Une cinquantaine d'espèces de reptiles ont été répertoriées, ce qui fait de cette forêt une des zones possédant la plus grande diversité spécifique de reptiles au monde. Par ailleurs, des études antérieures ont décrit la forêt de Mikea comme une zone d'une très grande importance botanique [Ganzhorn *et al.*, 1997, d'après Seddon *et al.*]. Cette richesse animale et végétale, appelée pour faciliter les choses « biodiversité », a de nombreux intérêts, tant utilitaires que non utilitaires.

La biodiversité a tout d'abord une valeur d'existence en soi : seule une théorie anthropocentrée défend le fait que le monde vivant en dehors de l'être humain n'a qu'une valeur extrinsèque et relative. Cependant, nous ne chercherons pas ici à entrer dans le débat de la valeur *absolue* de la nature.

Par ailleurs, la forêt et la biodiversité ont de nombreuses valeurs d'usage et de non-usage. La diversité génétique, spécifique et écosystémique possède une grande valeur scientifique : les individus, espèces et assemblages d'espèces présents sont pour la plupart uniques au monde. D'autre part, la nature est source d'inspiration pour l'espèce humaine depuis la nuit des temps, il s'agit donc de la protéger au nom d'une valeur d'option, et d'une valeur de legs pour les générations à venir. Enfin, dans le contexte actuel de réchauffement climatique, la forêt joue un rôle incontournable de puits de carbone.

### **2. Le rôle central des arbres pour le peuple Mikea : la valeur sociale de la forêt**

Le deuxième type de valeur qui tend à protéger la forêt est la place qu'elle tient dans la société des Mikeas. La relation qui lie le peuple Mikea et la forêt est très particulière : la forêt est peuplée d'esprits des ancêtres et de forces de la nature qui possèdent la forêt. Les Mikeas sont donc les habitants d'une forêt qui ne leur appartient pas, et dont les propriétaires doivent être consultés avant chaque utilisation.

Ainsi, avant d'effectuer un défrichage, un des arbres de la parcelle à défricher est choisi comme arbres protecteurs, lieu d'incantations avant le défrichage et d'offrandes après. Il s'agit de demander le pardon et la bénédiction des esprits pour les avoir chassés de leur territoire et pour avoir pris leur place [Blanc-Pamard, 2002]. Par ailleurs, d'autres arbres

sont sacrés car ils abritent les esprits des ancêtres ou bien ont été plantés lors de la fondation d'un village ou de l'installation d'une famille dans un lieu donné [Stiles, 1998].

Ces différentes valeurs accordées à la forêt de Mikea sont des valeurs qu'on ne peut pas traduire directement en termes économiques et financiers, elles sont donc difficiles à mettre en avant face à des valeurs d'usage direct pour lesquelles la forêt peut être considérée comme un bien de marché.

Une valeur économique croissante : les usages qui menacent la forêt

### **1. La forêt et l'agriculture, principales sources de revenus des Mikeas**

La forêt joue un rôle essentiel dans la subsistance de la population des Mikeas : cette valeur d'usage direct est l'une des principales menaces qui pèsent sur la forêt. En effet, l'augmentation de la population n'autorise plus aujourd'hui le maintien de l'équilibre entre défrichements en vue de cultiver du maïs sur défriche-brûlis et progression naturelle de la forêt, relativement lente dans les forêts semi-arides. La subsistance de la population passe donc par une déforestation de plus en plus pressante : la culture *hatsake* est considérée comme le principal responsable de la déforestation et de l'érosion de la biodiversité, la surface cultivée moyenne étant passée entre 1950 et 2000 de 2 hectares à 10 hectares par foyer [Tucker, 2000, d'après Seddon *et al.*].

Par ailleurs, la forêt est aussi utilisée par les Mikeas pour se procurer du bois de construction, ainsi que du charbon, destiné au chauffage, à la cuisine, etc... la production de charbon nécessite cependant un bon accès aux voies de communication et est donc une cause sérieuse de déforestation essentiellement le long de la RN9, à l'Est de la forêt de Mikea.

Des études semblent par ailleurs montrer que l'élevage de chèvres affecte la régénération de la forêt : dans ce cas aussi, l'élevage n'est pas la cause directe des menaces qui pèsent sur la forêt, mais bien l'augmentation de la population, et donc de la demande.

L'accès à la forêt est indispensable à la survie des Mikeas, il s'agit donc – malgré les menaces qu'il implique pour cette même forêt – d'un droit inaliénable de ces populations. Le problème posé par les valeurs que l'on accorde à la forêt émerge donc : comment allier la sauvegarde de la biodiversité au droit des populations locales à se nourrir et à se loger ?

### **2. Le commerce et le tourisme : des menaces croissantes**

L'augmentation de la demande en maïs, en charbon et en bois de construction est aussi en grande partie due à une très forte pression nationale et internationale. Deux facteurs entrent en jeu.

Tout d'abord, le commerce national et international a très fortement progressé durant la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. L'export concerne essentiellement le maïs, qui est envoyé sur le continent africain, aux Seychelles et à la Réunion pour nourrir le bétail. Cependant, l'export international est aussi en grande partie totalement illégal : il s'agit de bois précieux ou bien de plantes ou d'animaux exotiques destinés à des zoos privés ou publics en Europe et aux États-Unis [Forgeau, 2000, d'après Seddon *et al.*].

D'autre part, Madagascar en général et les forêts du Sud-Ouest en particulier sont l'objet d'une forte augmentation du nombre de touristes, attirés par la faune et la flore exotiques, le climat, les populations locales... Le tourisme pourrait être source d'un développement économique non négligeable et permettre de donner un nouveau dynamisme à la région, mais il menace aussi l'équilibre qui existe entre les populations et leur milieu. Il provoque une augmentation de la demande en eau, en matériau de construction, et produits alimentaires... et donc une exploitation toujours plus poussée des ressources offertes par la forêt.

Cependant, le développement économique est un droit auquel tout pays, toute population, peut prétendre. Comment alors faire en sorte de mettre en valeur les richesses naturelles du pays, sans pour autant entrer dans une dynamique instable et donc insoutenable à long terme ?

## **Des valeurs inconciliables, mais interdépendantes**

### **A. Des valeurs qui tendent naturellement à entrer en conflit...**

Dans les différentes valeurs accordées à la forêt, présentées dans la première partie, on retrouve assez facilement les trois piliers du développement durable : société, économie, et environnement. Or le principe même du développement durable est qu'aucun développement n'est possible si on ne respecte pas chacun de ces trois piliers. Pourtant, à y regarder de plus près, il semble difficile de concilier valorisation économique, environnementale et sociale d'un espace, tant elles correspondent à des pratiques qui semblent se contredire.

La contradiction la plus évidente se trouve évidemment entre la mise en valeur économique, et la préservation du capital environnemental. Dans le cas de la forêt de Mikea, comme on l'a vu, le déséquilibre environnemental est ainsi venu de l'introduction de pratiques visant à augmenter la rentabilité de la forêt. Mais d'autres oppositions existent.

Ainsi, même si c'est encore peu visible en forêt Mikea, le développement économique rapide amène souvent une fragilisation des liens traditionnels des tribus, et donc une perte de bien-être social, avec notamment un accroissement des inégalités. Et surtout, bien-être social et respect de l'environnement peuvent s'opposer. Ainsi, si la principale raison des déforestations en forêt Mikea est la recherche de revenus supplémentaires pour les



populations, un autre facteur, qui n'est pas négligeable, est la pression démographique, à la fois chez les Mikeas et leurs voisins, qui appelle un usage plus massif des mêmes ressources, et donc leur dégradation, simplement pour maintenir le bien-être social.

## B. Mais une conciliation qui reste nécessaire

Ce constat d'une opposition fondamentale entre les différentes manières de valoriser la forêt pourrait amener à renoncer à un développement appuyé sur les trois piliers du développement durable. On pourrait préférer hiérarchiser ces valeurs, afin de pouvoir les classer, et ainsi choisir comment exploiter les diverses ressources de la forêt selon les priorités données. La hiérarchisation serait alors dépendante du point de vue des acteurs, habitants de la forêt, industries, ONG... Mais cette idée d'une hiérarchie ne tient en réalité pas, chaque pilier étant lié aux autres :

→ Si l'on renonce à protéger l'environnement, pour laisser le champ libre aux agents économiques, et aux projets de développement humain, on condamne à terme la forêt à disparaître complètement. Or sans la forêt, de nombreuses activités économiques sont condamnées, et les sociétés Mikea courent à la désagrégation. Cette idée que rien n'est possible sans l'environnement est largement acceptée, théoriquement du moins. Mais dans la pratique, le constat qu'à long terme, on court à l'échec, n'empêche pas toujours les agents économiques de continuer sur leur voie. C Blanc-Pamard précise ainsi que les Mikeas sont conscients que les ressources de la forêt s'épuisent, et qu'il faut aller de plus en plus loin pour trouver certaines essences. Mais si on ne leur propose pas d'autres alternatives à la culture sur brûlis, ils ne peuvent plus s'en passer. Du point de vue de ceux qui exploitent la forêt, la valorisation à court terme aura toujours tendance à l'emporter sur la conservation à long terme.

→ C'est pourquoi certains théoriciens, partant du constat que tout repose sur l'environnement, ont tendance à en faire la valeur principale de la forêt, et accepter de renoncer aux bénéfices développement économique. Mais un tel modèle n'est pas tenable non plus. En effet, il revient à demander aux tribus d'en rester à leur mode de vie traditionnel, et donc à créer des sortes de réserves indiennes, ou aucune évolution n'est possible pour les populations. Plus généralement, interdire en bloc certaines activités revient à nier aux habitants certains droits fondamentaux, ce qui paraîtra difficilement acceptable à d'autres qu'aux tenants de la *deep ecology*. Une telle attitude a d'ailleurs été dénoncée par G Rossi, dans son ouvrage *l'Ingérence écologique*, où il montre que les organisations écologistes du Nord ont tendance à imposer aux pays du Sud leurs solutions de conservation, en oubliant totalement les besoins des populations

→ Cette ingérence écologique, qui pousse à oublier le développement économique, peut aussi amener des décideurs lointains à négliger le bien-être social. Il est certes rare de voir un écologiste, si radical qu'il soit, théoriser que c'est le bien-être social qui doit être la variable

d'ajustement. Mais dans la pratique, l'harmonie sociale longtemps été la grande oubliée des programmes de préservation de l'environnement, souvent imposés par des Etats centraux ou des organisations internationales peu soucieux du respect des modes de vie des populations. En effet, même les programmes environnementaux qui tentent de ne pas oublier les besoins des humains ont tendance à associer valeur environnementale et valeur économique, grâce à un outil classique de l'économie, l'internalisation des externalités. L'idée est simple : donner une valeur financière au capital environnemental, et faire payer ceux qui l'utilisent, afin de limiter les prélèvements. Mais ces outils prennent rarement en compte les réalités sociales, qui sont il est vrai plus difficile à chiffrer ou évaluer. Mais les ignorer entièrement n'est pas une solution. G. Rossi cite ainsi la suggestion d'un botaniste américain pour lequel, pour préserver les écosystèmes de Madagascar (en général !), il suffit de renoncer aux feux de brousse, de remplacer l'élevage traditionnel par du ranching, de privatiser toutes les terres et de reboiser en espèces indigènes. Parmi ces suggestions, certaines vont entièrement à l'encontre des systèmes fonciers, sociaux et économiques de Madagascar. L'idée que privatiser les terres est la solution relève en particulier du raisonnement économique inconscient des réalités : l'idée est qu'un propriétaire de terre dispose d'un capital, qu'il a intérêt à préserver, alors que tant que les terres n'appartiennent à personne, chacun a intérêt à les utiliser au maximum. Des terres inappropriées sont donc condamnées à être exploitées jusqu'à épuisement. C'est ce que G Hardin a théorisé sous le titre de *Tragédie des communaux*. Mais cette tragédie n'a lieu que si l'exploitation des ressources est réellement libre. Ce n'est pas le cas dans la forêt Mikéa, où les tribus exercent un contrôle collectif sur leur usage (certes insuffisant à Mikea, puisque la déforestation continue). En les privatisant, on risque de perdre le bénéfice de ce contrôle social, sans réellement gagner sur le plan individuel : un paysan pauvre n'a pas toujours le choix d'épargner sa terre, et peut facilement être pris dans une spirale de rendements décroissants.

## Economie, environnement, société : des valeurs interdépendantes.

Et cette nécessité de prendre en compte les aspects économiques et sociaux autant qu'environnementaux ne se justifie pas uniquement du point de vue du droit des tribus. Certes, il s'agit du premier problème auquel on pense dans le cadre d'actions comme la création du parc du Kéran au Togo, qui a nécessité le déplacement de près de 10 000 personnes, à la grenade et au lance-flamme pour les derniers récalcitrants. On est alors dans l'opposition de deux visions du monde, l'une qui donne la primauté à l'homme, l'autre qui le considère comme une espèce parmi d'autres.

Mais du point de vue même d'un écologiste radical, qui soutiendrait que les droits de l'homme ne doivent pas primer sur l'éléphant, et on peut dire que l'efficacité de mesures de protection dépend en partie de l'acceptation par les populations locales de ses mesures. Si elles sont perçues comme injustes, on verra probablement se développer des phénomènes de braconnages et de surexploitation. Et ces phénomènes seront renforcés si les conditions de vie des tribus ont été dégradées, les poussant à prendre plus de risques pour assurer leur

subsistance, ou si les structures sociales ont été détruites, annihilant les interdits traditionnels, qui limitent d'habitude les prélèvements, en particulier sur les espaces perçus comme habités par l'invisible, comme les forêts Mikeas.

Un autre argument en faveur du respect de sociétés comme moyen de lutte contre la dégradation environnementale est le fait que les sociétés contribuent parfois elles-mêmes à l'équilibre d'un système. Ainsi, dans l'ouest de Madagascar, un projet de protection des forêts a amené à interdire aux paysans de faire paître leurs troupeaux dans les forêts. Les incendies se sont multipliés. Une étude du Cirad a montré qu'il y avait eu méthanisation naturelle spontanée. Faute de pâturage, la couche d'herbe était devenue très importante, avait formé de l'humus en grande quantité, qui a généré à son tour du méthane, qui a favorisé les départs d'incendie.

Ainsi, quelles que soient donc les valeurs que l'on favorise le plus, environnementales, économiques ou sociales, on constate vite que vouloir en garantir une au détriment des autres est impossible, et qu'exploitation économique, usages sociaux, et préservation de l'environnement ne peuvent être séparés.

Cette nécessité est d'ailleurs aujourd'hui plus largement reconnue par les acteurs internationaux de la protection de la nature. Les projets comme celui du Keran, excluant totalement la population, tendent à disparaître, et les associations changent leurs discours. Dans les années 70, Greenpeace pouvait déclarer « *il faudra bien recourir le cas échéant à la force pour lutter contre ceux qui détériorent l'environnement* ». Mais aujourd'hui, les déclarations sont plus nuancées. WWF a ainsi mis en place à la fin des années 1990 une « *nouvelle politique des peuples autochtones* » prenant en compte « *l'acceptation de leurs droits à la propriété, à l'administration et à l'autodétermination* »... et les projets de sauvegarde de l'environnement, que ce soit à Mikea ou ailleurs, cherchent aujourd'hui à prendre en compte la diversité des usages d'un territoire, plutôt que de lui imposer la valorisation d'une seule. Il s'agit là d'un travail complexe, mais qui seul peut s'avérer réellement durable.

## **De la réflexion éthique à la mise en place de mesures de lutte contre la déforestation à Madagascar : risques, désaccords et consensus.**

Mettre en place des mesures de lutte contre la déforestation dans un pays en développement comme Madagascar ne s'avère pas être tâche aisée. En effet, il n'est pas possible de changer radicalement le mode de vie de la population locale en prenant des mesures écologiques drastiques car ceci peut être fortement délétère pour le développement économique de la population et pour son niveau de vie d'ores et déjà bas. Les mesures doivent être prises de façon progressive, réfléchies dans un cadre multidisciplinaire tout en proposant

des alternatives permettant de compenser les pertes économiques et les changements infligés à la population, et de subvenir à ses besoins vitaux si ceux-ci se sont trouvés altérés par de telles mesures. Il s'agit alors de reboiser pour le futur sans altérer le présent.

### A. Difficultés passées et actuelles : échecs des politiques de lutte contre la déforestation

Les politiques de lutte contre la déforestation à Madagascar se sont déjà heurtées à de nombreux échecs et de nombreuses difficultés, à la fois de la part des populations locales et des autorités politiques.

En 2002, les autorités mettent en place des mesures drastiques de lutte contre la déforestation qui ont pour effet d'accroître la vulnérabilité des populations locales en leur refusant l'accès aux forêts et les forçant ainsi à renoncer à leurs activités agricoles et économiques qui restent leur principale source de revenus. L'effet est immédiat sur les conditions de vie des paysans qui déclinent rapidement, renforçant les protestations. En effet, d'après certains paysans locaux, la notion de déforestation a été inventée par le colonisateur occidental pour justifier la politique forestière répressive qu'applique le gouvernement actuel. Ceci conduit à une négation du phénomène et à une désobéissance générale qui se traduit de différentes manières : feux de forêts, occupations des terres..., l'objectif premier des paysans étant de se faire entendre quant à leurs mauvaises conditions de vie [3].

D'autre part, on observe un réel manque de volonté politique sincère au sein du pays. Les discours contre la déforestation sont tous empruntés aux Occidentaux, renforçant le manque de crédibilité des autorités face à la population. Celles-ci ne mettent en place aucune sensibilisation ou formation dans les écoles qui puissent témoigner d'un réel investissement. Les autorités se rendent de plus complices de la déforestation en détournant plus de la moitié de l'aide internationale destinée à la protection de la biodiversité malgache. Parfois même, le gouvernement va à l'encontre des mesures de lutte contre le trafic. Ainsi, en septembre 2009, ce dernier prend un arrêté interministériel autorisant provisoirement et sous certaines conditions l'exportation de bois précieux [2].

### Mise en place d'actions collectives.

Ces échecs sont la preuve qu'aucune mesure pérenne de lutte contre la déforestation ne peut être mise en place efficacement sans une analyse aboutie des conséquences socio-économiques et écologiques de telles politiques. Chaque acteur de la déforestation tire un bénéfice particulier des produits de la forêt, qui ne peut être lésé ou renié au profit de celui d'un autre. Il s'agit de trouver des moyens de lutte contre la déforestation qui réconcilient à la fois écologues, autorités et populations locales. Plusieurs actions collectives se sont d'ores et déjà développées pour venir en aide à Madagascar sur les problématiques de déforestation,

parmi lesquelles certaines sont principalement centrées sur la forêt des Mikeas, comme c'est le cas de l'association Fimami[1].

En 1996, l'association Fimami, ou association de protection pour la forêt des Mikeas, tente de structurer des actions de lutte contre la déforestation et de valorisation économique. Jusqu'en 2000, l'association a principalement institutionnalisé son rôle en créant des partenariats avec des ONG telles que WWF et en devenant acteur de la politique de développement rural mis en place en 1999.

Ces associations ou les organisations non gouvernementales visent d'abord à gagner l'adhésion du pays, car les pays développés ne peuvent se permettre de dicter leurs solutions en matière de lutte contre la déforestation sans un soutien de la part des premiers acteurs concernés par la déforestation. Elles permettent de sensibiliser la population tout en encadrant et éduquant le gouvernement sur des problématiques qui n'étaient jusqu'alors pas envisagées. Le but est donc de coordonner services de l'état, opérateurs privés et organisations paysannes. Il s'agit là d'une priorité mais dont les contours ne sont encore pas *a priori* dessinés.

## Recherche d'alternatives durables par de nouvelles valorisations économiques du territoire : stimulation du développement durable.

Actuellement, les stratégies mises en place tendent de plus en plus à permettre à la fois la conservation de la biodiversité et le développement local, signe de développement durable. La plupart des actions cherchent à proposer des alternatives économiques sur lesquelles les populations locales peuvent s'appuyer pour limiter leur impact sur l'écosystème [1].

Pour ce faire, il s'agit de mettre en place des programmes qui cherchent à mettre en valeur les potentiels naturels du pays, pour permettre aux habitants locaux de trouver une source plus importante de revenus que ce qu'il en était avec la culture de maïs. Ceci passe par la valorisation de l'incroyable biodiversité de Madagascar. Pour la forêt des Mikeas, cette valorisation tourne principalement autour de trois activités que sont les plantes médicinales, l'apiculture et le tourisme.

La forêt des Mikeas renferme en effet un nombre important de plantes médicinales dont la population locale fait différents usages (thérapeutique, culturel, spirituel...). La pharmacopée, ou ensemble des plantes thérapeutiques, est fondamentale pour les populations locales qui n'ont pas encore accès à la médecine moderne. Le développement de cette filière se traduit d'une part par la transmission des connaissances au niveau local et d'autre part par la vente des plantes médicinales sur les marchés de Tuléar, ville du sud-ouest de Madagascar. Mais bien que la forêt des Mikeas dispose d'une richesse en plantes médicinales non négligeable, le bilan de ce projet reste pour le moment négatif.

Le projet de développement de l'activité apicole s'appuie quant à lui sur des projets similaires déjà mis en place dans d'autres régions malgaches, bénéficiant ainsi d'un savoir-faire pour sa valorisation. Les produits apicoles sont de plus bien appropriés par les acteurs

locaux, ceux-ci disposant d'une bonne connaissance des plantes mellifères dont regorge la région. Plusieurs projets ont déjà été mis en place dont notamment le Programme de Soutien de Développement Rural. Ceux-ci permettent de financer des projets d'apiculture moderne pour remplacer les traditionnelles techniques d'api-cueillette dont le rendement est faible et la qualité médiocre.

Enfin l'activité touristique est la plus fragile des filières qui tend à être développée. Le principal problème est que une grande partie de ces projets touristiques émanent de particuliers étrangers qui proposent des activités orientées vers la mer, d'où un lien de conservation avec la forêt fortement atténué. La valorisation de la biodiversité du pays est donc moindre. Ces projets ne se centrent de plus que sur les communes ayant un accès direct avec la mer (côté ouest de la forêt) alors que les fronts pionniers sont sur la partie Est. Les revenus engendrés par l'activité touristique s'avèrent être inégaux pour le moment (ils sont actuellement non négligeables au niveau du site balnéaire d'Ifaty-Mangily, mais moindres dans les communes de la Fimami).

Pour le moment, ces trois secteurs n'ont donc pas réussi à créer un dynamisme économique et institutionnel suffisant pour pallier l'arrêt de la déforestation. Les crises politiques et économiques restent le principal frein au développement de telles initiatives.

### Actions parallèles : limitation des effets néfastes de la déforestation et restauration du patrimoine forestier.

La principale contrainte du développement durable réside dans sa temporalité. Celui-ci prend effet sur un long laps de temps. Mais la culture sur brûlis étant plus rentable que les projets alternatifs sur une courte échelle de temps, les populations locales se montrent parfois réticentes à se tourner vers de nouvelles activités économiques. Pendant qu'une lente mutation économique s'opère, certaines actions visent à ralentir la déforestation ainsi qu'à préserver la forêt restante.

Il s'agit d'abord de limiter les effets délétères de la culture sur brûlis qui reste la cause principale de déforestation. Les paysans, par cette technique de défrichage, mettent à nu le sol. Du fait du lessivage, les sols ne sont plus fertiles. Les friches sont laissées à l'abandon alors que de nouvelles sont mises en place plus loin, aggravant le phénomène de déforestation. Actuellement, face à l'emprise spatiale accrue des abandons culturels, ces derniers font l'objet de nouvelles attentions. De surcroît, en raison de la difficulté à mettre en place de nouvelles friches (recul des fronts pionniers...), les paysans voient l'avenir dans la reprise des friches pour y mettre en place des systèmes de culture durable. Cependant les paysans manquent de références techniques dans le domaine. La recherche tente donc de mettre au point des alternatives techniques optimales et d'en transmettre le savoir aux populations. Ceci consiste par exemple en l'allongement des périodes de rotation de culture,

la mise en jachère ou encore le développement l'agroforesterie. Parfois, l'éducation de la population à des techniques de culture plus respectueuses de l'environnement se fait dès le plus jeune âge, à l'école. Les associations apportent en parallèle un soutien financier pour fournir le capital technique approprié aux paysans.

Parallèlement, des programmes menés de front par Air France, Good Planet et WWF visent à mettre en place de nouvelles aires protégées en accord avec un engagement du gouvernement malgache datant de 2003. Une fois encore, la sensibilisation des populations situées à proximité est fondamentale afin que celles-ci aident à gérer durablement la forêt. Il s'agit de responsabiliser la population tout en renforçant ses capacités techniques et de gestion foncière des communautés [6].

Enfin, actuellement, un plan complet de reboisement en bordure des forêts où résident les Mikeas est en cours d'initiation. Les paysans seront également formés pour sa mise en place et l'entretien des pépinières tout en sensibilisant les paysans vivant à proximité des zones dégradées sur l'importance de la restauration des paysages forestiers.

Ainsi, la mise en place de mesures de préservation de la forêt et de sa biodiversité passe avant tout par une implication directe de la population. Il est important de les sensibiliser aux valeurs de la forêt dont ils n'avaient pas nécessairement conscience, et notamment sa richesse en biodiversité, son rôle crucial dans le réchauffement climatique en tant que puits de carbone, et les nombreux services écosystémiques qu'elle fournit à la société humaine. Ceci leur permet alors de se responsabiliser et d'avoir de façon volontaire un rôle actif dans la préservation de leur forêt.

### **Conclusion :**

La gestion durable de la forêt et la lutte contre la déforestation sont des problématiques particulièrement complexes compte tenu de la pluralité des protagonistes et des intérêts divers qu'ils y trouvent, la forêt fournissant de nombreux services écosystémiques. Celle-ci a en effet à la fois un intérêt culturel, économique ou encore vivrier. La mise en place de programmes de lutte contre la déforestation, bien que souvent initiée par des pays extérieurs et plus développés, ne peut ignorer la situation sociale et économique qui pousse à une surexploitation des ressources. Une des solutions réside en la mise en place d'alternatives économiques et reste indissociable d'une sensibilisation des acteurs directement concernés.

Pour autant, la lutte contre la déforestation ne consiste pas uniquement en une sensibilisation en amont mais également en aval. Elle doit aussi toucher les personnes qui contribuent indirectement à la destruction de la forêt en consommant des produits provenant de forêts gérées de manière non durable. Dans de nombreux cas, la déforestation se maintient en réponse à la demande des pays plus développés qui perdent de vue les conditions de fabrication des produits qu'on leur fournit. La sensibilisation ne doit donc pas seulement toucher les acteurs directs du déboisement mais également se mettre en place à une échelle globale.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sites web :

- 1) : <http://economierurale.revues.org/936>
- 2) : <http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/05/les-autorites-complices-de-la-deforestation>
- 3) : [http://www.habiter-autrement.org/31\\_sud-nord/contributions-31/ReforestationVarietesForestieres.pdf](http://www.habiter-autrement.org/31_sud-nord/contributions-31/ReforestationVarietesForestieres.pdf)
- 4) : [http://www.humada.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=23&Itemid=38](http://www.humada.org/index.php?option=com_content&task=view&id=23&Itemid=38)
- 5) : <http://www.ird.fr/la-mediatheque/fiches-d-actualite-scientifique/112-madagascar-la-foret-en-danger>
- 6) : [http://mobilecorporate.airfrance.com/fileadmin/dossiers/documents/dossiers\\_de\\_pr esse/madagascar\\_01-fr.pdf](http://mobilecorporate.airfrance.com/fileadmin/dossiers/documents/dossiers_de_pr esse/madagascar_01-fr.pdf)

### Articles :

- BLANC-PAMARD, « La forêt et l'arbre en pays masikoro (Madagascar) : un paradoxe environnemental », *Bois et forêts des tropiques*, n° 271, 2002, p. 5 – 22.
- BLANC-PAMARD et al. « Une alliance de disciplines sur une question environnementale : la déforestation en forêt des Mikea (Sud-Ouest de Madagascar) », *Natures Sciences Sociétés* 1/2005 (Vol. 13), p. 7-20.
- HARDIN, Garrett, *The tragedy of the commons*, *Sciences*, 1968
- SEDDON et al, « Conservation issues and priorities in the Mikea Forest of south-west Madagascar », *Oryx* (Vol 34), 2000
- STILES, « The Mikea hunter-gatherers of southwest Madagascar : Ecology and socioeconomics », *African Study Monographs*, 19(3): 127-148, 1998

### Livre :

- ROSSI George, *L'Ingérence écologique*, Paris, CNRS Éditions, 2000. « Organisations paysannes et Gestion Locale Sécurisée dans le Sud-Ouest de Madagascar », *Les Cahiers d'Outre-Mer* 2/2012 (n° 258), p. 233-248